

Nouvelle affaire de braquage de profs : Castaner envisage la «présence de policiers» dans les écoles - 26/10/2018

CLAIRE RAYNAUD

5-7 minutes

- [Actualités](#)
- [Actu](#)
- [Société](#)

Publié le 26/10/2018 à 09:36, Mis à jour le 26/10/2018 à 10:19

Société



Capture de la vidéo diffusée sur Twitter dans laquelle un élève braque sa professeur avec une arme factice./



Alors que la vidéo diffusée le week-end dernier sur les réseaux sociaux d'un élève menaçant son enseignante avec un pistolet factice dans un lycée de Créteil a suscité une énorme indignation, une nouvelle affaire de "braquage de profs" fait de nouveau la Une.

Quatre lycéens de 15 à 16 ans ont effectivement été arrêtés et placés en garde à vue jeudi, au Havre, pour avoir braqué deux de leurs professeurs avec des armes factices. Les faits qui remontent au 4 octobre dernier, avaient d'abord été réglés en interne, avant que le proviseur du lycée Robert-Schuman du Havre, suite à l'affaire de Créteil, décide à son tour de porter plainte le 22 octobre. Les quatre lycéens, qui n'ont absolument pas un profil de voyous, ont menacé leur professeur de mathématiques et leur professeur d'anglais avec des armes factices. Ils seront prochainement convoqués devant un juge pour enfants.

Bientôt des policiers à l'intérieur des écoles ?

Cette nouvelle affaire intervient alors que Christophe Castaner, Jean-Michel Blanquer et Nicole Belloubet, se sont réunis ce vendredi matin pour présenter ["un plan d'actions ambitieux"](#) pour endiguer les violences à l'école.

Christophe Castaner a indiqué qu'il "n'exclut pas la présence physique des forces de l'ordre" dans les établissements, parmi les mesures destinées à renforcer la sécurité à l'école qui seront annoncées mardi en Conseil des ministres.

Le ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait devant la presse aux côtés des ministres de l'Éducation et de la Justice, Jean-Michel Blanquer et Nicole Belloubet, "n'exclut pas la présence physique des forces de l'ordre" dans les établissements, notamment "dans les quartiers les plus difficiles".

Depuis l'affaire de Créteil, l'opposition a accusé le ministre de l'Éducation de "laxisme" tandis que sous le hashtag ironique #pasdevague, des milliers d'enseignants ont témoigné sur Twitter de cas de violences dans leurs établissements ayant étouffés selon eux par leur hiérarchie.

Invité de Cnews jeudi, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, a déclaré qu'il n'était pas hostile lui non plus à la présence de forces de l'ordre au sein même des établissements scolaires. «Je peux être favorable dans des cas particuliers, et Nice peut être un cas particulier, eu égard à l'attentat qu'ils ont subi, pour faire cette expérimentation de policiers qui sont dans l'école», a expliqué le ministre au micro de Jean-Pierre Elkabbach.

- [Créteil : un élève braque sa professeure pour qu'elle le note](#)

"présent" en cours

- L'élève braque sa professeur en plein cours à Créteil : l'adolescent mis en examen

L'immobilier à Toulouse